

## Communiqué de presse

Coire/ Villars-sur-Glâne, le 19 avril 2022

Votation populaire sur Frontex le 15 mai 2022 :

# OUI - dans l'intérêt d'une Suisse interconnectée

*Le secteur agroalimentaire suisse a besoin de relations fiables avec l'UE. La CI pour le secteur agroalimentaire suisse s'inquiète que ce ne soit plus le cas actuellement et dit OUI à Frontex/Schengen le 15 mai 2022.*

La CI pour le secteur agroalimentaire suisse craint qu'un NON le 15 mai ne dégrade encore les relations de la Suisse avec l'UE. L'importance des accords bilatéraux avec l'UE est énorme pour les exploitations agricoles suisses, les fromageries, les fabricants de chocolat ou de biscuits et les consommateurs. Toute la libre circulation des personnes est liée à Schengen. Un OUI permet d'éviter des conséquences négatives sur la disponibilité des aides pour les récoltes et autres travailleurs provenant des pays de l'UE. En raison des simplifications pour les touristes étrangers, un OUI est également décisif pour l'hôtellerie et la restauration, qui sont des clients importants du secteur agroalimentaire.

Un OUI laisse toutes les options ouvertes pour améliorer le travail de Frontex et empêche une nouvelle érosion des relations avec l'UE. La Suisse est membre du conseil d'administration de Frontex. La CI pour le secteur agroalimentaire suisse demande au Conseil fédéral d'assumer ses responsabilités dans le domaine des droits de l'homme en cas de OUI et attend de lui qu'il s'engage de manière plus offensive que jusqu'ici pour rétablir des relations fonctionnelles avec l'UE, également dans l'intérêt de la Suisse agricole. *L'UE est un espace économique commun auquel la Suisse peut participer de manière privilégiée et un projet de liberté. Il est bon de le rappeler ces jours-ci.*

### Contact :

Jacques Chavaz, président, 079 763 87 76 ; Christof Dietler, directeur, 079 777 78 37.

[IGAS et sa position sur l'Europe.](#)

CISA – une plate-forme pour la filière agricole et agroalimentaire suisse. Les agriculteurs, les fromagers, les commerçants, les consommateurs, etc. échangent et dialoguent. Des sujets inconfortables sont discutés : les déficits tant sur les marchés qu'en matière de durabilité ou les relations non clarifiées avec nos voisins européens. La CISA s'engage pour la Suisse en tant que place économique agricole et alimentaire et pour une approche volontaire et intelligente des marchés étrangers intéressants.